

# GRAPPE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC

## Une tradition solidaire tournée vers l'avenir

L'économie sociale désigne un ensemble d'activités économiques exercées par des entreprises collectives — associations à vocation économique, coopératives et mutuelles — qui placent la personne, le rendement à la communauté, la défense du bien commun, la participation démocratique et l'autonomie collective au cœur de leur action.

Bien qu'elle prenne racine au Québec dès le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est à partir du milieu des années 1990 que l'économie sociale est reconnue comme un projet politique et social distinct, porteur de transformation. Elle émerge à la croisée des limites du marché et de l'État, dans un contexte de crises économiques et de mobilisations sociales, où la société civile cherche des alternatives durables pour répondre aux besoins des communautés (Lévesque et Petitclerc, 2008).

## DE LA MOBILISATION CITOYENNE À L'ACTION STRUCTURANTE

Les années 1970 et 1980 révèlent l'incapacité des modèles dominants à répondre aux enjeux de pauvreté, d'exclusion sociale et de développement territorial. C'est dans ce contexte qu'émergent des mobilisations fondatrices, comme le mouvement communautaire ou la Marche des femmes "Du pain et des roses" (1995), qui positionnent l'économie sociale comme infrastructure collective au service de l'équité et du bien commun.

En 1996, lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, l'économie sociale entre sur la scène politique. Le rapport *Osons la solidarité* propose un premier plan de développement du secteur, et le Chantier de l'économie sociale est mis sur pied comme espace de concertation multisectoriel (Rapport du Groupe de travail, 1996).

## TROIS MOMENTS CHARNIÈRES DANS L'HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

### 1996 — Sommet sur l'économie et l'emploi

Ce Sommet constitue un compromis entre les grands acteurs sociaux — l'État, le secteur privé et la société civile — en ouvrant la voie à un premier plan de soutien à l'économie sociale ainsi qu'à l'articulation d'un écosystème organisé (Lévesque, 2013).

### 2006 — Sommet de l'économie sociale et solidaire

Dans un contexte de virage néolibéral, le Chantier de l'économie sociale (foncé en 1999) organise un second Sommet qui témoigne de la maturité et de la capacité de mobilisation du secteur. Le gouvernement adopte par la suite un *Plan d'action pour l'entrepreneuriat collectif* qui reconnaît officiellement l'économie sociale comme levier de développement des communautés (Chantier de l'économie sociale, 2006 ; Gouvernement du Québec, 2008).

### 2013 — Adoption de la Loi sur l'économie sociale

La Loi sur l'économie sociale (2013) confirme la reconnaissance formelle du secteur par l'État québécois. Elle s'accompagne d'un *Plan d'action gouvernemental 2015-2020*, coconstruit avec les acteurs du milieu, pour renforcer le soutien aux entreprises collectives (Lévesque et Malo, 2024).

## UN ÉCOSYSTÈME STRUCTURÉ ET EN TRANSFORMATION

L'économie sociale québécoise s'appuie sur un écosystème d'innovation sociale qui repose sur des piliers interreliés :

- **Les entreprises collectives** : OBNL, coopératives, mutuelles, initient des solutions collectives ancrées dans les territoires et fondées sur une gouvernance démocratique, avec des règles claires encadrant la distribution des surplus.
- **Les financeurs de la finance sociale** : Fondation, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, le Réseau d'investissement social du Québec, la Caisse d'économie solidaire Desjardins, entre autres, qui fournissent des leviers d'investissement adaptés.
- **Les partenaires de soutien** : les pôles d'économie sociale, le TIESS, les centres de transfert, les incubateurs, entre autres, qui permettent le développement, l'accompagnement et le transfert.

La composition du conseil d'administration du Chantier, dès sa fondation, illustre la pluralité du mouvement, réunissant des représentant·es des secteurs, des régions et des mouvements sociaux.

## UN MOUVEMENT EN TRANSITION

L'économie sociale au Québec compte, en 2025, environ 11 200 entreprises d'économie collectives et près de 220 000 employés. Elle est aujourd'hui à un moment charnière. Face à l'urgence climatique, aux inégalités croissantes et aux transformations du travail, elle propose des modèles organisationnels innovants, soucieux des personnes et des territoires.

Une nouvelle génération d'acteur·trices renouvelle les pratiques, repensant les modes de gouvernance, les partenariats intersectoriels et les formes de solidarité. Le mouvement reste porté par des principes fondateurs — justice sociale, démocratie, enracinement local — tout en s'adaptant aux défis contemporains de la transition écologique, économique et sociale.

Les entreprises d'économie sociale œuvrent dans une grande diversité de secteurs d'activité. Pour découvrir des expériences récentes, visitez le site du Chantier de l'économie sociale.

## Références

Chantier de l'économie sociale. (2006). Déclaration 2006. Présentée à l'occasion de la clôture du Sommet de l'économie sociale et solidaire à Montréal.  
Chantier de l'économie sociale. (2006). Pistes d'action adoptées.  
Gouvernement du Québec. (2008). Économie sociale pour des communautés plus solidaires. Plan d'action pour l'entrepreneuriat collectif.  
Lévesque, B. (2013). La reconnaissance de l'économie sociale au Québec : un long processus qui n'arrive à maturité qu'au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle.  
Dans M. J. Bouchard (dir.), L'économie sociale. Vecteur d'innovation. L'expérience du Québec. Presses de l'Université du Québec.  
Lévesque, B. (2014). L'institutionnalisation des services québécois de garde à la petite enfance à partir de l'économie sociale : un processus qui s'échelonne sur plusieurs décennies. Dans B. Lévesque, J.-M. Fontan et J.-L. Klein (dir.), L'innovation sociale. Les marches d'une construction théorique et pratique (p. 267–302). Presses de l'Université du Québec.  
Lévesque, B. et Malo, M.-C. (2024). Les dix ans de la loi relative à l'économie sociale et solidaire en France et sur l'économie sociale au Québec. *Revue internationale d'économie sociale*, 372–373, 52–67.  
Lévesque, B. et Petitclerc, M. (2008). L'économie sociale au Québec à travers les crises structurelles et les grandes transformations (1850–2008). *Économie et solidarités*, 39(2), 14–37.  
Neamtan, N. (2018). L'économie sociale : l'idée de mouvement [Conférence publique donnée à la Grande Bibliothèque].  
SEWF (Social Enterprise World Forum). (2024). Acteurs et processus d'innovation sociale au Québec.



Réalisation : Sonia Tello-Rozas, Marie J. Bouchard, Benoît Lévesque, Éliane Brisebois, Mathilde Courtemanche, Marc D. Lachapelle, Julie Rijpens et Hugo Roy, mars 2025.